



**L'Iran (une nouvelle fois) sous sanctions américaines.  
Le point sur les tentatives et possibilités de résistance de Téhéran...**

Xavier Dupret  
17.399 signes  
Septembre 2019

*L'Iran, c'est désormais un fait connu de tous, constitue, une nouvelle fois, la cible de sanctions économiques particulièrement sévères de la part de Washington. Il est désormais interdit à Téhéran de vendre son pétrole à l'étranger et de commercer en dollars.*

Cette mise au ban, n'ayons pas peur des mots, du commerce international constitue un vrai casse-tête pour les Iraniens. Ces derniers ne se contentent toutefois pas d'attendre une éventuelle non-réélection de Donald Trump. Nul doute, d'ailleurs, que les Iraniens ne seraient sûrement pas les derniers à se réjouir d'un éventuel échec de l'actuel locataire de la Maison Blanche en 2020 mais loin, de se cantonner à une position d'attente, la partie iranienne se montre particulièrement proactive.

*Cryptomonnaie*

On citera, à titre d'exemple, les essais audacieux de l'Iran en matière de cryptomonnaies. L'enjeu principal relatif au développement de ce type d'initiatives en Iran correspond bien entendu à une volonté de contournement des sanctions américaines.

Pour faire le point sur la question, il convient, en tout premier lieu, de définir ce qu'est une cryptomonnaie. Pour dire les choses simplement, une cryptomonnaie consiste en une devise émise sans l'aval d'une banque centrale et qui, par conséquent, s'échange directement entre

personnes physiques et/ou morales. L'échange de ces devises est basé sur des techniques de cryptage qui garantissent la confidentialité des transactions. Cette garantie de l'anonymat des acheteurs et des vendeurs constitue évidemment l'intérêt de l'Iran à lancer sa cryptomonnaie (le PayMon) afin de desserrer l'étau des sanctions. On notera également que pour participer à l'échange de cryptomonnaies, les utilisateurs doivent posséder un *token* (traduction française : un jeton). Il s'agit d'un identifiant électronique permettant d'entrer dans la chaîne de paiements.

Pour l'instant, quatre banques iraniennes vont assurer la diffusion du PayMon (Mellat, Melli Iran, Pasargad et Parsian), mais bientôt, on devrait voir la bourse iranienne intervenir comme intermédiaire au service des particuliers. La société Ghoghnoos, qui a collaboré sur le plan informatique en vue du développement de la cryptomonnaie iranienne, a, d'ailleurs, spécifié que les détenteurs de PayMons pouvaient échanger ces derniers contre l'or des réserves iraniennes. Ce point est important. Nous en analyserons les implications plus loin dans ce texte. Pour l'heure, on se bornera à constater que l'usage du PayMon iranien reste cantonné aux banques mentionnées plus haut. Ce n'est que dans un second temps seulement que les citoyens du pays pourront utiliser le PayMon dans leur vie quotidienne<sup>1</sup>.

Du point de vue du commerce extérieur de l'Iran, quel sera l'impact de l'adoption du PayMon ? On signalera, pour commencer, que l'objectif de contournement des règles est atteint<sup>2</sup>. Ce bon point ne doit cependant pas occulter une difficulté majeure liée à l'usage du PayMon.

Certes, l'Iran regorge d'or avec des réserves souterraines estimées à 250 tonnes<sup>3</sup>. En 2011, la banque centrale iranienne détenait 300 tonnes d'or<sup>4</sup>. L'absence de comptes rendus comptables exhaustifs concernant la possession d'or sur le site de la Banque centrale d'Iran, état de choses fort compréhensible vu le climat permanent de tensions avec les Etats-Unis, rend difficile l'établissement de séries statistiques précises. Cependant, on retrouve des communications relativement éclairantes de la part de la banque centrale d'Iran dans la presse spécialisée. Ainsi, en 2012, le gouverneur de la Banque centrale d'Iran révélait que cette dernière possédait 500 tonnes d'or.

Ce chiffre est, tout compte fait, des plus vraisemblables puisque le gouverneur de la banque centrale iranienne faisait, en effet, savoir, en 2010, que « 15% des réserves en devises de l'Iran avaient été converties en or alors que cette proportion n'est que de 1,7% dans le cas, par exemple, de l'Inde »<sup>5</sup>. A l'époque (2010), l'Iran faisait face à de nouvelles sanctions de la part des Etats-Unis.

Vu cette abondance d'or au sein des réserves de la Banque centrale de l'Iran, l'idée de faire fonctionner le commerce extérieur du pays à partir d'une cryptomonnaie basée sur le métal

---

<sup>1</sup> BlockBlog, *L'Iran lance la crypto-monnaie sécurisée PayMon*, 3 février 2019, [en ligne], Url : <https://blockblog.fr/liran-lance-la-crypto-monnaie-securisee-paymon/>. Date de consultation : 15 août 2019.

<sup>2</sup> Financial Tribune, édition mise en ligne du 30 janvier 2019.

<sup>3</sup> Azernews, édition mise en ligne du 25 novembre 2018.

<sup>4</sup> Financial Times, édition mise en ligne du 20 mars 2011.

<sup>5</sup> PressTv, édition mise en ligne du 31 octobre 2010.

jaune constitue une initiative cohérente. En effet, cette cryptomonnaie sera d'autant plus facilement perçue comme intéressante que les cours de l'or ont connu une progression spectaculaire en un an. Le 17 août 2018, l'once d'or valait 1.161 dollars à New York contre 1.520 dollars à la mi-août 2019, soit une progression de 30,9% en un an. Les tensions commerciales et géopolitiques entre la Chine et les Etats-Unis expliquent ce regain de forme actuel de l'or. En effet, l'or garde toujours son statut de valeur refuge, particulièrement en ces temps d'incertitudes économiques et politiques.

Cependant, et c'est une faiblesse de l'option mise en œuvre par le PayMon, le commerce extérieur total de l'Iran (importations + exportations) était de 103,6 milliards de dollars en 2017. La valeur en dollars des 500 tonnes d'or détenues par l'Iran s'élève à près de 25 milliards de dollars au cours actuel. Or, comme nous l'avons vu, les détenteurs de tokens de PayMon peuvent échanger ces derniers contre l'or détenu physiquement par la Banque centrale d'Iran. Même si l'on part de l'hypothèse relativement réaliste que cette cryptomonnaie ne servira qu'aux échanges avec la Russie, la Chine et la Turquie, on constate encore que les réserves en or de l'Iran ne représentent qu'une fraction de ce commerce. En effet, l'ensemble des échanges de l'Iran avec ces trois nations représentait, en 2017, 41,15 milliards de dollars<sup>6</sup>. Tant que les cours de l'or se caractériseront par une perspective haussière, on peut prévoir que le PayMon circulera sans difficultés.

Qu'en sera-t-il quand les agents économiques concernés par les échanges de PayMon voudront encaisser leurs bénéfices ? S'ils cherchent à convertir leurs PayMons en or physique, les réserves de l'Iran souffriront. L'Iran devra donc continuer à faire reposer, à l'avenir, son commerce extérieur sur l'échange de devises officielles. C'est ici que le rôle potentiel de la Chine peut être mis en évidence.

### *Retour sur la voie chinoise ?*

Il faut donc envisager la solution du PayMon comme étant de nature temporaire dans la mesure où elle permet de faire face aux sanctions à court terme tant que les cours de l'or remontent. Il serait évidemment plus intéressant pour la partie iranienne de voir les sanctions suspendues dans ses échanges avec ses partenaires chinois et européens. Cela suppose que les Etats-Unis puissent envisager de rééditer la mesure d'exception concédée en 1996 par Bill Clinton en faveur des Européens. Tout ceci paraît bien utopique au vu du manque de réactions des Européens. Qu'a fait, jusqu'à présent, l'Union européenne pour protéger ses entreprises ? Le 18 mai 2018, dix jours après l'annonce du nouvel embargo américain contre l'Iran, la Commission européenne a réactivé la «loi de blocage» adoptée en 1996 contre un précédent embargo décrété par Bill Clinton.

La loi de blocage permet aux entreprises du Vieux Continent de se soustraire au diktat de Washington en leur donnant la possibilité de réclamer des dommages et intérêts aux Etats-Unis. En fait, cette loi n'a jamais été vraiment mise en œuvre. En effet, l'Union européenne avait introduit, en 1996, une plainte contre les États-Unis devant l'OMC. Or, Bill Clinton respectait profondément l'OMC et craignait plus que tout au monde une condamnation de la part de cette instance. Dès lors, Clinton s'était fixé comme ligne de conduite de ne pas poursuivre les entreprises européennes. A l'époque, les Etats-Unis se voyaient en leaders et chef de file incontestable de la mondialisation.

---

<sup>6</sup> The Observatory of Economic Complexity (OEC), mars 2019

Depuis, les choses ont bien changé. Donald Trump n'est pas Bill Clinton et l'OMC ne lui fait pas peur. Ce qui explique pourquoi le retour de la «loi de blocage» ne convainc pas, c'est le moins qu'on puisse dire, les entreprises européennes. L'isolationnisme et l'unilatéralisme de Donald Trump trouvent leur source dans un manque de confiance des Etats-Unis qui ne sont décidément plus, aujourd'hui, la puissance ultradominante qui avait mis en grande difficulté l'Union Soviétique au début des années 1990.

Cette configuration historique, unique depuis 1945, met aux prises les Etats-Unis avec une perte d'influence globale, notamment sur le plan monétaire. Le dollar, bien que restant dominant, n'a plus autant qu'autrefois la cote aux quatre coins du monde.

C'est ainsi que la Chine a aménagé son propre réseau de paiement alternatif en octobre 2015. Il s'agit du CIPS (Cross-Border Interbank Payment System) basé à Shanghai. Ce dernier constitue une « autoroute » électronique en vue de la diffusion des paiements et des échanges en yuans. En 2018, le système CIPS avait procédé à des paiements pour 26.000 milliards de yuans (3.700 milliards de dollars US)<sup>7</sup>. C'est là un canal qui permet de contourner les sanctions US. La connexion au système CIPS est d'autant plus aisée pour Téhéran qu'on trouve un centre de *clearing* (en français, on parle de compensation) pour le yuan à Doha, la capitale du Qatar, un pays allié de l'Iran et qui n'est pas frappé de sanctions par les Etats-Unis. La banque chinoise qui s'occupe de mettre en œuvre cette compensation au Qatar est l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), banque publique détenue à 100% par le gouvernement chinois.

Pour rappel, le clearing est un procédé de compensation visant à liquider les dettes et les créances entre deux banques. Il s'agit d'un mécanisme fort prisé par les autorités chinoises dans leur entreprise de généralisation de l'usage du yuan dans le commerce international. Concrètement, les choses se passent de la manière suivante. Lorsqu'une entreprise étrangère partenaire de la Chine échange avec l'Empire du Milieu en passant par le canal d'une banque chinoise faisant office de centre de compensation, elle envoie ses fonds à destination de la Chine dans sa devise nationale. La banque chinoise sur place achète des dollars, les envoie en Chine où ils sont à nouveau reconvertis en yuans. On trouve de plus en plus d'unités de clearings en yuans de par le vaste monde, de l'Argentine à Hong Kong en passant par le Qatar. Ils étaient au nombre de 18 en 2015.

### *Isolement iranien*

On notera également que les premiers centres de clearing ont été ouverts à Hong Kong (décembre 2003) et Macao (septembre 2004)<sup>8</sup>. Ces unités de clearing ont constitué un tout premier pas dans l'extension de l'usage du yuan. Par la suite, des accords monétaires avec la Banque populaire de Chine ont permis à des banques centrales de disposer, à partir de 2008, de lignes de crédits libellées en yuans. En 2015, 34 banques centrales (dont la BCE pour l'ensemble des Etats membres de la zone euro) étaient concernées par ce type d'accords qui ont, en leur temps, contribué à généraliser l'usage du yuan. Les montants en jeu en 2015

---

<sup>7</sup> Nikkei Asian Review, édition mise en ligne du 20 mai 2019.

<sup>8</sup> Hyo-Sung Park, *China's RMB Internationalization Strategy: Its Rationales, State of Play, Prospects and Implications*, M-RCBG Associate Working Paper Series | No. 63, août 2016, Mossavar-Rahmani Center for Business & Government, Harvard Kennedy School, pp.46-47.

portaient sur l'équivalent en yuans de 482 milliards de dollars.<sup>9</sup> L'initiative CIPS généralise davantage encore l'usage direct du yuan dans le commerce international puisqu'il n'est plus question de passer par le dollar comme unité de compensation. Des centaines de banques dans 89 pays fonctionnent déjà à l'intérieur du système CIPS. Il s'agit là d'un progrès objectif dans l'internationalisation du yuan. Une planète moins dominée par le billet vert états-unien est donc parfaitement imaginable. Ce dont témoigne, par exemple, la récente proposition commerciale d'une grande banque belge (en l'occurrence, BNP Paribas Fortis) visant à permettre de commercer directement en utilisant le yuan comme unité de paiement avec la Chine<sup>10</sup>.

Cette généralisation du yuan a fini par toucher des endroits exotiques, du moins pour nous, Occidentaux. C'est ainsi que la Banque d'Algérie a introduit en 2015 un règlement visant à généraliser « la monnaie chinoise, le yuan, dans le règlement des factures des importations algériennes en provenance de Chine »<sup>11</sup>. On notera le fait avec intérêt dans la mesure où l'Algérie est considérée comme une économie particulièrement fermée.

L'économie iranienne n'est pas encore parvenue à ce degré d'ouverture sur le monde, en ce compris envers les pays émergents (dont la Chine). Les sanctions économiques à répétition des Etats-Unis contre le pays ont grandement contribué à son isolement.

Ce qui explique sans doute qu'à l'heure actuelle, aucune banque iranienne n'adhère au système de paiement CIPS<sup>12</sup>. Cet état de choses ne contribue évidemment pas à une amélioration de la situation économique du pays et donc, par ricochet, à la stabilité, par ailleurs déjà bien précaire, de la région.

---

<sup>9</sup> Hyo-Sung Park, op.cit., pp.51-52.

<sup>10</sup> *BNP Paribas Fortis, RENMINBI Développement Expansion internationale Paiements, [en ligne], Url : <https://entreprises.bnpparibasfortis.be/fr/solution?n=renminbi>, date de consultation : 20 septembre 2019.*

<sup>11</sup> El Moudjahid, édition mise en ligne du 21 décembre 2015.

<sup>12</sup> Nikkei Asian Review, édition mise en ligne du 20 mai 2019. On notera, toutefois, que les choses bougent alors que les banques iraniennes se sont connectées au système de paiement russe (SPFS). Dans la mesure où l'Iran compte rejoindre l'Union Economique Eurasienne (UEE) dans un futur proche, cette décision fait pleinement sens. L'UEE est une union économique internationale comprenant des pays d'Asie centrale et du nord et d'Europe de l'Est Les États membres fondateurs, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie ont créé l'Union par un traité entré en vigueur le 1er janvier 2015. De surcroît, l'Iran compte développer son commerce avec la Turquie en échangeant dans les monnaies nationales des deux pays, c'est-à-dire en se passant du dollar. Pour l'heure, on se bornera à constater que le commerce de l'Iran avec les Etats membres de l'UEE était, l'an dernier, de 2 milliards de dollars (Source : Financial Tribune, édition mise en ligne du 17 septembre 2019). Ce montant est très inférieur aux échanges (importations+ exportations) de l'Iran avec la Chine (35,5 milliards de dollars, Source : The Observatory of Economic Complexity, septembre 2019). Ce constat plaide donc pour une intégration au système CIPS.